
NOTES ET DOCUMENTS

ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE : LES PETITES ECONOMIES INSULAIRES

Kinvi LOGOSSAH et Jean-Michel SALMON

CEREGMIA, Université des Antilles et de la Guyane.

Cette étude bibliographique est organisée en trois points. Le premier point propose l'analyse de quelques ouvrages et articles consacrés au thème des petites économies insulaires (PEI) en général, la plupart d'entre eux apportant une contribution à l'émergence d'une théorie économique de ces économies. Le second point concerne les économies insulaires des Antilles au sens large (les îles francophones, anglophones et hispanophones). Enfin, notre troisième point s'intéresse aux autres petites économies ouvertes et au développement des pays ACP, qui partagent au moins en partie une problématique voisine de celle des PEI.

1. L'ANALYSE DES PETITES ECONOMIES INSULAIRES (PEI)

Les références que nous avons sélectionnées pour ce premier point sont d'importance inégale et de parution plus ou moins récente. Nous les exposons selon leur ordre chronologique de parution, tout en leur accordant une place différenciée selon l'importance de leur contribution. Ainsi cette analyse se lit un peu comme une histoire (de la théorie économique des îles).

JALAN B. (ed) (1982)

"Problems and Policies in Small Countries", Croom Helm, London

Bien que n'étant pas le premier ouvrage de réflexion sur la petite taille des

économies et de ses effets économiques¹, les travaux rassemblés par Jalan forment une excellente contribution du point de vue théorique. Au total, quatorze chapitres couvrent une vaste série de thèmes ; nous en signalerons ici quelques-uns. Dans le premier chapitre, Lloyd et Sundrum décrivent les caractéristiques des petites économies et insistent notamment sur la concentration des activités et la mauvaise accessibilité de certaines petites économies. Jalan compare ensuite plusieurs classifications de la taille des économies, selon trois critères (population, surface et PIB) : la correspondance entre ces trois indices est très forte. Badhuri, Mukherji et Sengupta proposent une réflexion sur la croissance à long terme dans ces économies, à partir d'un modèle théorique de commerce international à rendements croissants : la petite taille, définie en termes d'emplois ou d'investissements, implique une limite à la croissance de la productivité du travail et donc celle des salaires. En conséquence, ces économies possèdent un avantage naturel dans les activités de services, moins sujettes aux économies d'échelle. Thomas décrit justement l'expérience industrielle des petites économies, qui semble se confiner, à quelques exceptions près, aux produits manufacturés légers et aux activités de première transformation des ressources primaires ; de même, plus la taille de l'économie est réduite, plus l'activité industrielle est concentrée. Toujours en matière d'industrialisation dans les petites économies, Lall et Ghosh insistent sur le rôle crucial de l'investissement étranger et des exportations. Enfin, Banerjee tente une régression de la part des exportations manufacturières et du secteur manufacturier dans le PIB : seul le revenu par tête est significatif parmi les variables explicatives, à l'exception de la population qui joue un rôle significativement positif sur la part du secteur manufacturier.

SRINIVASAN T.N. (1986)

"The Costs and Benefits of Being a Small, Remote, Island, Landlocked or Ministate Economy", World Bank Research Observer, vol. 1, n° 2, p. 205-218

En réponse aux précédents travaux, qui ont amené les institutions de Bretton Woods à s'interroger sur la nécessité de définir des mécanismes et des formes de conditionalités spécifiques pour les petites économies, Srinivasan cherche à mettre en évidence les coûts et avantages caractérisant les économies de petite taille, éloignées, insulaires, enclavées ou celle des micro-États. Il soulève deux questions : ces pays ont-ils des problèmes particuliers, inconnus des autres pays en développement, qui méritent attention ? Et si oui, ces problèmes sont-ils déjà pris en compte par les agences multilatérales et les aides bilatérales ?

¹ Cf. l'introduction de l'article de F. Célimène et J.M. Salmon, "*Croissance à long terme et chômage structurel dans les petites économies insulaires en développement*", ce numéro.

Srinivasan recense dans un échantillon de 189 pays², classés par région et taille de la population, 67 très petites économies³ dont 46 îles et 5 pays enclavés, et 33 petites économies dont 6 îles et 6 pays enclavés. L'auteur rappelle que si une majorité de pays moins avancés, selon la classification de l'ONU, est constituée de petites ou très petites économies, ainsi que d'économies insulaires ou enclavées, de nombreuses petites économies ne sont pas pauvres (un tiers d'entre elles étant des îles, comme Singapour et Trinidad & Tobago), et nombre d'entre elles ont connu une croissance substantielle, voire même très rapide, du revenu par tête. Ainsi, "*la petite taille est une condition ni nécessaire ni suffisante pour un développement économique lent*" (p. 207). De même, sur les 67 très petites économies, 4 sont à faible revenu, 16 à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, 21 à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 5 à haut revenu exportateur du pétrole et 8 sont développées (pour les 13 restantes, il n'existe pas de données).

L'auteur développe successivement les contraintes habituelles liées à l'éloignement et l'insularité : les économies d'échelle, la vulnérabilité aux chocs exogènes, l'éloignement des marchés, le faible attrait pour les capitaux privés, la faible indépendance de la politique macroéconomique, et enfin la surévaluation du revenu réel à la suite de la simple conversion du taux de change⁴. Au-delà de ces quelques généralités, l'auteur renvoie le lecteur à l'analyse empirique au cas par cas, car ces contraintes ne se posent pas de la même façon partout, voire même elles ne sont pas obligatoires. Finalement, il serait même possible de trouver des solutions pour chaque point : par exemple l'exportation de produits non pondéreux en cas d'éloignement⁵, l'utilisation de mécanismes de compensation en cas de chute des recettes et réserves en devises⁶... L'auteur conclut alors logiquement en niant le caractère spécifique des problèmes qui se posent aux petites économies ou aux économies enclavées, ou en affirmant qu'ils peuvent être réglés par des mesures adéquates de politique économique.

² Tiré de l'atlas de la Banque Mondiale, édition 1985.

³ Il s'agit des pays ou territoires de moins d'un million et demi d'habitants. Les petites économies sont celles dont la population est comprise entre 1,5 et 5 millions d'habitants, ce critère ayant été établi par Chenery et Syrquin (1975), *Patterns of Development, 1950-1970*, Oxford University Press.

⁴ Sur ce dernier point, cf. Célimène et Salmon, art. cit., ce numéro.

⁵ L'auteur cite alors en exemple la Suisse et ses montres... Mais s'il s'agit d'une économie enclavée, est-il raisonnable de penser qu'elle est représentative d'une PEI affaiblie par la conjonction de la petite taille et de la mauvaise accessibilité ?

⁶ L'instabilité des recettes à l'exportation est d'autant plus forte que les exportations sont concentrées (cf. Célimène et Salmon, ce numéro) ; mais Srinivasan signale l'existence du financement compensatoire du FMI et le Stabex de Lomé : la nécessité de créer un autre mécanisme, destiné spécifiquement aux petites économies, n'est alors "*pas claire*" (p.213).

CRUSOL J., HEIN P., VELLAS F. (1988)***"L'enjeu des petites économies insulaires", Economica, Paris, 297 p.***

Deux ans plus tard, des universitaires français relancent le débat avec cet ouvrage collectif, consacré cette fois exclusivement aux PEI. Il est composé de trois parties.

La première développe la problématique du développement des PEI. Ph. Hein, chargé de la question insulaire à la CNUCED, recense les problèmes spécifiques des îles et leurs implications socio-économiques. Son travail est extrêmement utile, proposant notamment en annexe une série d'indicateurs statistiques sur un grand nombre de PEI. Puis R. Faini, de la Banque Mondiale, montre comment la conjonction de la petite taille et de l'éloignement génère des coûts spécifiques (transport et petite échelle de production) conduisant à une situation "*un peu schizophrénique*" (p. 47) envers le commerce international. F. Vellas, reprend les contraintes des PEI pour conclure sur la nécessité d'un "*traitement particulier (...) lors notamment des grandes négociations commerciales internationales*" ; il décrit ensuite l'éventail des spécialisations internationales envisageables (commerce Nord-Sud, Sud-Sud, et la coopération inter-insulaire). P. Guillaumont traite de l'ouverture des PEI et de l'instabilité des recettes d'exportation : celle-ci est fonction plutôt de la taille de l'économie que du caractère insulaire. De plus pour en évaluer les effets, il faut introduire le taux d'exportation ; finalement, il existe une multiplicité des situations possibles. A. Cartapanis traite de la capacité de négociation des PEI face aux multinationales et enfin F. Célimène présente les principes de modélisation des PEI.

La deuxième partie de l'ouvrage est empirique : les expériences des îles de la Caraïbe sont présentées par J. Crusol⁷ et M. Sainte-Rose, R. Bheenick et T. Fairbarn présentent respectivement les PEI de l'Océan Indien et celles du Pacifique.

Enfin, la troisième partie analyse les stratégies sectorielles des PEI. Sont notamment détaillées les potentialités industrielles, avec un article sur les zones franches (C. Hein), une étude de l'industrialisation et de la coopération régionale dans l'Océan Indien (J.Y. Rochoux), puis une analyse des agro-industries dans les DOM (C. Macdissi), et enfin la transformation des produits de la mer (L. Rapp). Le thème des services fait ensuite l'objet de quatre articles : une description très instructive des exportations de services des PEI (L. Dommen et N. Lebalé, qui

⁷ Cet auteur précise, dans un long papier très instructif, leur choix de stratégie de développement.

fournissent des tableaux statistiques très utiles), une analyse du tourisme international dans les PEI (F. Vellas), une étude du transport maritime inter-insulaire dans les Petites Antilles anglophones (J.P. Chardon), et enfin une réflexion sur les aspects financiers du développement dans la Caraïbe (D. Worrell).

Au total, l'ouvrage *l'enjeu des PEI* est très instructif et convaincant dans le contre-pied qu'il propose à l'opinion assimilationniste, niant les particularités économiques des PEI vis-à-vis des autres pays en développement. Il semble même constituer le point de départ d'une tradition française de la spécificité des PEI, dans laquelle s'inscrivent les ouvrages très récents de B. Poirine (1995) et J.M. Salmon (1996), qui d'ailleurs ont été largement inspirés par cet ouvrage collectif.

WORLD DEVELOPMENT (1993)

"Islands and Small States: Issues and Policies", Numéro Spécial, vol. 21, n° 2, February

En 1993, la revue *World Development* renouvelle l'idée de consacrer un numéro spécial aux PEI, dont le thème est cette fois élargi aux "petits Etats et Etats insulaires"⁸. Une dizaine d'articles apportent de nombreux éclairages, essentiellement empiriques, sur ces économies, et contribuent donc à la réduction de la méconnaissance de leurs réalités ; certains sont présentés dans la revue de la littérature proposée par Célimène et Salmon (ce numéro) dans la première section de leur article.

P. Streeten présente succinctement les problèmes particuliers des petits pays. C. Milner et T. Westaway proposent une analyse transversale des déterminants de la croissance : ni la taille des économies, ni l'insularité (prise en compte par l'introduction d'une variable muette) n'ont une influence significative. J. Kaminarides⁹ et E. Nissan analysent le problème de la dette dans ces petits pays. R. Cole décrit les stratégies de développement (tournées vers le marché intérieur) en œuvre dans le Pacifique Sud. Toujours en ce qui concerne cette région, G. Bertram, co-auteur avec Watters en 1985 du concept des économies MIRAB¹⁰, propose une réflexion sur le développement durable et le bien-être des populations.

⁸ Cette revue avait déjà consacré son numéro 12 du volume 8 (décembre 1980) au thème des îles.

⁹ A signaler la co-direction par cet auteur d'un ouvrage collectif : Kaminarides J., Briguglio L., Hoogendonk H. (eds) (1989), *The Economic Development of Small Countries. Problems, Policies and Strategies*, Amsterdam, Eburon Publishers.

¹⁰ Pour "*Migration, Remittances, Aid and Bureaucracy*", voir Poirine (1995), ainsi que l'article de Célimène et Salmon, ce numéro. On trouve aussi parfois l'expression MIRAGE, le terme Bureaucracy étant alors remplacé par Government Expenditures.

P. Demetriades et al. réalisent une simulation des effets de la croissance des exportations manufacturières à Chypre. L. Briguglio étudie pour l'économie maltaise l'évolution des termes de l'échange : dans une économie où les exportations sont essentiellement constituées de produits manufacturés¹¹, les termes de l'échange dépendent fondamentalement de la structure des partenaires du commerce extérieur. P. Dieke décrit la politique touristique de la Gambie ; A. Caram les déséquilibres financiers au Surinam ; et M. Sofer les phénomènes de migrations internes à Fidji. Enfin, H. Armstrong et al. illustrent, à propos de l'île de Man (Royaume Uni), le problème posé à une PEI par l'existence de coûts de transport élevés, et les différentiels de prix qu'elle occasionne avec le continent.

La lecture des articles est très enrichissante : il faut souhaiter que ce genre d'initiatives se reproduise de manière régulière, y compris à l'instigation des revues françaises. Il serait toutefois nécessaire d'inciter les auteurs à intégrer de plus amples réflexions théoriques concernant la réalité des PEI.

COMMISSARIAT GENERAL DU PLAN (1993)

"Outre-Mer : le défi des singularités", La Documentation Française, 214 p.

Les DOM-TOM français (à l'exception de la Guyane) forment un groupe particulier de PEI, du fait du moteur de leur croissance qui réside principalement dans les transferts publics (65 % du PIB en moyenne, selon ce rapport, p. 23), ce qui les situe à un niveau de revenu par tête largement supérieur en moyenne à celui des îles voisines (bien que trois fois inférieur à celui de la métropole, cf. p. 23 et annexe 2 du rapport). Ils peuvent toutefois être rapprochés des économies MIRAB, comme le montrent les développements théoriques de Poirine (1995, cf. infra). Ce rapport du CGP, commandé par le Premier ministre E. Cresson en 1992 dans le cadre du XIème Plan, constitue une réflexion sur les stratégies économiques des DOM-TOM, y compris leurs relations avec les îles indépendantes voisines et leur rapport à l'Union Européenne¹² ; de même, il ne vise pas directement à rendre

¹¹ Ce qui constitue une singularité pour une PEI : Célimène et Salmon (ce numéro) propose quelques éléments d'explication de celle-ci (voir aussi l'ouvrage de Findlay et Wellisz, 1993, point 3 de notre analyse bibliographique).

¹² En considérant comme donnée l'organisation institutionnelle de chacun d'entre eux. Celle-ci est cependant matière par ailleurs à de larges débats et réflexions, cf. par exemple Jos E., Perrot D. (eds) (1994), *L'Outre-Mer et l'Europe communautaire. Quelle insertion ? Pour quel développement ?*, Economica.

compte de la situation sociale dans ces départements ou territoires¹³.

Dans la première partie, les auteurs rappellent les déséquilibres structurels qui caractérisent les DOM-TOM (commerce extérieur, chômage,...), expliqués par les contraintes habituelles des PEI, auxquelles s'ajoutent une démographie toujours forte¹⁴, des salaires exogènes élevés, ainsi que de fortes inégalités de revenu. La relation à la Communauté Européenne procure des avantages limités pour les TOM, tandis que les DOM bénéficient d'avantages financiers importants mais doivent également gérer des risques élevés, liés à la réalisation du marché unique (avenir de l'octroi de mer, prise en compte des filières productives). Les auteurs du rapport soulignent également les difficultés de gestion des collectivités locales, le manque de prévision à moyen terme des organes ministériels en charge de dossiers affectant l'outremer (y compris le Ministère des DOM-TOM). La seconde partie est consacrée à la prospective : elle propose une réflexion pour un scénario de "ressaisissement", permettant d'éviter le scénario catastrophe. Ceci passe notamment par des réformes structurelles et une insertion avantageuse des DOM dans l'Union Européenne. Le choix d'une combinaison de soutiens divers aux activités productives et de la mise en place d'une "économie d'utilité sociale non marchande" (permettant une meilleure insertion que le simple RMI) apparaît incontournable, compte tenu du déséquilibre de l'emploi actuel et futur.

POIRINE B. (1995)

"Les petites économies insulaires : théorie et stratégies de développement", L'Harmattan, 279 p.

L'ouvrage très récent de Poirine, composé de sept chapitres, est très riche : il contribue en de nombreux points à une meilleure connaissance de l'économie des îles, dont il tente de théoriser de nombreux aspects : insertion internationale, logique de la rente et projet de société, et enfin chômage et émigration. Ainsi, il comble en partie certaines lacunes signalées plus haut dans cette note, concernant le poids largement dominant des études empiriques des PEI au détriment des approches théoriques. Dès lors, il mérite une analyse bibliographique détaillée, et nous essaierons d'être à la fois succinct et complet dans notre présentation de son travail...

¹³ Le lecteur intéressé par cette question peut notamment consulter le rapport Ripert J. (1990), *L'égalité sociale et le développement économique dans les DOM*, rapport au Ministre des DOM-TOM, La Documentation Française.

¹⁴ D'où une population restée très jeune : la part de la population de moins de vingt ans dans le total va de 37 % dans les DOM, contre 27 % en métropole, et jusqu'à 50 % dans les TOM et même 60 % à Mayotte (cf. p. 23-24).

Dans son premier chapitre, l'auteur décrit les contraintes du développement des PEI, à partir de leur petite taille et de leur isolement (degré d'ouverture élevé, concentration et instabilité des exportations, impossibilité de profiter des économies d'échelle et des effets d'agglomération...), pour aboutir à une loi selon laquelle le développement dans ces îles requiert une extraversion d'autant plus importante que la taille de l'économie est petite. La croissance dépend alors des potentialités de gains en devises, dont l'éventail est limité.

Poirine analyse dans un deuxième chapitre l'application, à une PEI, des stratégies de développement bien connues, compte tenu des contraintes développées plus haut. Il commence avec la stratégie autocentrée, dont il décrit plusieurs variantes et leurs performances dans les îles : l'échec du "socialisme autarcique" et de la "voie isolationniste autarcique", l'impossibilité de la stratégie des industries industrialisantes¹⁵, la volonté d'un "développement endogène ou self-reliant" à l'abri de "l'échange international inégal", et enfin la substitution d'importation. L'absence d'un marché intérieur d'une taille suffisante, même en cas de coopération régionale, tend à faire disparaître les éventuels gains à long terme tirés de cette dernière stratégie, tandis que demeure la contrainte des gains en devises pour financer l'importation des inputs. Quatre types de développement extraverti sont ensuite répertoriés : l'exportation de produits primaires, la substitution d'exportation, l'exportation de services, et enfin le modèle MIRAB. La substitution d'exportation dans les PEI procède souvent par le biais d'une zone franche, comme à Maurice, dont le succès est rapidement décrit. Malte est citée pour ses performances manufacturières à l'export¹⁶, de même que Fidji¹⁷, Porto-Rico, la Jamaïque, la République Dominicaine, ... Le succès exige des conditions initiales (stabilité politique, main-d'œuvre disciplinée et bon marché, accès aux grands marchés...), qui ne sont pas toujours réunies ; les PEI à haut pouvoir d'achat notamment se caractérisent par des coûts salariaux dix fois plus élevés. La stratégie d'exportation des services (tourisme, services financiers, etc.) offre alors une alternative séduisante, l'auteur rappelant notamment que les services sont moins exigeants en économies d'échelle. L'expérience de Hawaï est relatée : le

¹⁵ Qui a pourtant été tentée par Trinidad et Tobago (l'auteur ne le signale pas), même si les autorités n'ont pas eu recours à cette rhétorique.

¹⁶ Une lecture précise de l'expérience maltaise montre cependant que l'État est intervenu massivement dans l'économie, notamment en ce qui concerne la réglementation des importations : interdictions d'importations et impositions de quotas sur de nombreux produits, contre-commerce, dispositif d'importation collective organisée par l'État pour certains produits... cf. Findlay et Wellisz, 1993, p.279 et suiv. (cet ouvrage est présenté dans le point 3 de notre étude bibliographique).

¹⁷ Dont la réussite reste modeste : dix mille emplois créés à l'exportation depuis la réorientation commerciale de 1987.

succès du tourisme est venu se joindre aux recettes militaires pour faire de l'île le 18ème État américain le plus riche, imité plus récemment par Guam, qui connaît aujourd'hui une pénurie de main-d'œuvre. Ces dynamiques génèrent des changements structurels forts, une occidentalisation insulaire parfois dénoncée avec vigueur, mais à laquelle il paraît délicat de s'opposer (selon quels critères de bien-être social ?).

Après avoir rappelé quelques travaux empiriques bien connus, qui évaluent les performances respectives de l'import-substitution et la promotion des exportations dans les pays en développement (notamment ceux de Chenery et ceux du CERDI de P. Guillaumont), Poirine analyse, dans son troisième chapitre, les sources de la croissance dans le cas des DOM-TOM. En Polynésie Française, sur la période 1977-92, la croissance de la demande intérieure (tirée par la demande publique), explique plus des 4/5è de la croissance nominale du PIB, la contribution de la substitution d'importation restant inférieure à 7 %. Dans l'ensemble des DOM-TOM, cette contribution est nulle ou négative, ce qui confirme le propos théorique.

Dans le quatrième chapitre, l'auteur développe la théorie de l'économie de rente appliquée à une PEI. Plusieurs types de rente sont signalés : rente naturelle liée à l'exploitation d'une ressource primaire ; rente militaire, nucléaire ou stratégique liée aux activités d'une métropole ; rente administrative civile, liée à l'aide publique et aux transferts sociaux¹⁸ ; et enfin rente liée aux envois de fonds des émigrés. Ces rentes sont souvent décrites comme instituant des formes de dépendance, accompagnées par des phénomènes de type syndrome hollandais (déclin du secteur productif, baisse du taux de couverture,...). Poirine estime au contraire qu'elles correspondent à une stratégie d'exportation de services (marchands ou non-marchands) conforme au principe de l'avantage comparatif¹⁹. Il s'appuie d'abord sur le concept d'économies MIRAB : avec l'émigration, la famille devient une "*entreprise familiale multinationale*" avec des actifs envoyés dans une métropole industrielle, tandis que restent dans l'île, qui devient une "banlieue dortoir", les fonctionnaires et les inactifs (cette analyse est détaillée plus loin dans le chapitre 6). Le concept peut ensuite être modifié pour l'adapter au cas de la Polynésie Française : l'émigration n'y est pas nécessaire puisque la présence du centre d'expérimentation nucléaire fournit sur place de nombreux emplois publics à

¹⁸ Le terme "économie de transferts" a été également proposé par C. de Miras (1988), "L'économie martiniquaise : croissance ou excroissance ?", *Revue Tiers Monde*, n° 114.

¹⁹ Dans le cadre des services non marchands, l'avantage comparatif est constitué de la localisation stratégique et de la petite taille de la population, qui rend la rente versée par la métropole moins coûteuse (cf. infra).

hauts salaires, largement supérieurs à ceux pratiqués en métropole. L'émigration (MI) est donc remplacée par la rente atomique (RA) et la migration interne, ce qui donne le concept d'économie "ARABE" pour Aide, Rente Atomique, et Bureaucratie d'État²⁰. Poirine développe enfin un modèle graphique de cette économie ARABE, à trois secteurs (un secteur traditionnel, un secteur public des services non marchands et un secteur privé moderne et capitalistique). Le salaire public exogène, ainsi que le salaire dans le secteur moderne, sont supérieurs au salaire métropolitain (compte-tenu du coût matériel et psychologique de l'émigration), lui-même étant supérieur au salaire d'équilibre du marché du travail local. L'emploi public, et par extension l'emploi moderne total, dépendent de l'importance de la rente (à salaire public donné), et le modèle implique la présence de chômage²¹. Pour Poirine (cf. p. 191-2), l'exploitation de la rente²², quelle que soit sa forme, est une stratégie rationnelle, malgré les effets visibles du syndrome hollandais, car elle seule permet l'élévation du niveau de revenu.

Le cinquième chapitre propose une analyse théorique approfondie de la spécialisation dans l'"échange international non marchand" : cette spécialisation est alors supposée viable à long terme puisque mutuellement avantageuse. L'île exporte en effet des services invisibles de type militaire, géostratégique ou diplomatique, en échange d'une rente cruciale pour sa situation économique, mais représentant un poids financier modique pour la métropole industrielle. L'auteur montre ce résultat avec les outils graphiques traditionnels : dans un modèle de commerce international à deux biens (un bien marchand et un service non marchand)²³, il apparaît que le grand pays doit exporter le bien marchand tandis que l'île gagne à se spécialiser dans l'exportation du service non marchand, ce qui lui permet d'augmenter sa consommation du premier bien. Le gain global à l'échange est montré dans deux cas de figure, pour un territoire politiquement intégré ou pour une île indépendante ; dans le premier cas, la spécialisation insulaire est imposée par la métropole, tandis que dans le second cas, elle résulte d'un choix libre. Poirine conclut alors (p. 204) que "*l'avantage comparatif des petites économies insulaires réside dans cette production de service public non-marchand, bien plus que dans celle de produits primaires ou manufacturés, ou bien de services comme le tourisme ou les services financiers*", en ayant toutefois précisé que c'était "*pour le meilleur (niveau de vie) et pour le pire (dépendance économique et limitation de souveraineté)*". Empiriquement, il propose une

²⁰ Le terme AIRABE aurait peut-être été préférable, pour éviter toute ambiguïté...

²¹ L'émigration est découragée par l'écart salarial au détriment du secteur métropolitain.

²² Y compris l'épargne (sous la forme d'actifs sûrs, y compris l'immobilier) en vue du maintien du revenu national à long terme.

²³ Exposant les frontières des possibilités de production et les courbes d'indifférence à l'échange.

régression simple qui montre que le montant de rente par habitant est inversement proportionnel à leur nombre, ce qui est conforme à l'hypothèse de rationalité du grand pays, qui a intérêt à faire produire le service non marchand à moindre coût, et donc choisir une île peu peuplée (à localisation géographique d'intérêt égal). Il est également relié négativement à l'indépendance politique de l'île, et son niveau de revenu par tête.

Le sixième chapitre est consacré à l'élaboration d'une théorie "*micro-socio-économique*" de l'émigration insulaire. L'unité décisionnelle est la famille élargie, qui maximise son utilité en divisant les rôles : les plus doués s'expatrient et renvoient une partie de leurs gains aux résidents insulaires, c'est-à-dire les retraités et les fonctionnaires²⁴. L'utilité est ici multidimensionnelle, combinant l'utilité matérielle tirée de la consommation ainsi que l'utilité du loisir et surtout celle tirée du mode de vie resté convivial sur l'île. A nouveau, l'exposé repose sur les outils graphiques traditionnels de la microéconomie, pour montrer que de multiples combinaisons possibles du travail local et de l'émigration permettent d'élargir l'espace des possibilités de production de la famille, et d'augmenter son niveau d'utilité.

Dans le septième chapitre, l'auteur poursuit avec l'idée du mode de vie convivial : il rappelle le contenu du "Pacific Way", notamment une définition moins matérialiste du développement²⁵. Poirine développe un modèle macroéconomique classique à trois secteurs et deux biens, mais il introduit dans la fonction de bien-être social, en sus du bien matériel X, un bien socio-culturel Y. Le bien X est produit par trois secteurs : le secteur capitaliste, le secteur traditionnel, et le secteur "métropolitain" (qui emploie les émigrés, et dont la demande de travail est supposée infiniment élastique). Y est un bien collectif dont la production est un effet externe positif de la production du secteur traditionnel. Dans ces conditions, l'équilibre de marché est sous-optimal, car l'émigration est forte : chaque agent tente de profiter d'une plus grande rémunération en émigrant, tout en consommant Y grâce aux vacances ou dans la perspective du retour à terme (le calcul est basé sur l'hypothèse du revenu permanent). Le secteur traditionnel subit alors une désaffection, son emploi et sa production baissent, et avec eux baisse la

²⁴ Ou alternativement, de manière purement théorique, des membres indifférenciés de la famille émigrent à tour de rôle, et dans ce cas l'envoi de fonds n'est plus nécessaire pour aboutir au partage de la rente tirée de l'émigration... sont exclues les îles dans lesquelles, comme en Polynésie Française, il existe un secteur à hauts salaires localement implanté, qui dissuade l'émigration.

²⁵ On ne peut que renvoyer le lecteur aux nombreux travaux existants sur ce sujet, comme ceux de l'éco-développement d'Ignacy Sachs... voir aussi la discussion d'A. Sen (1988), "The Concept of Development", *Handbook of Development Economics*, North Holland, vol. 1.

production de Y : il y a échec du marché par l'existence de passagers clandestins. Il est possible d'envisager comme solution la subvention à la production traditionnelle afin d'internaliser l'effet externe. En annexe du chapitre, l'auteur tente de démontrer, dans le même cadre analytique, que le développement trop important du secteur public local conduit également à l'échec du marché : il évince en effet les activités traditionnelles et capitalistes par le haut niveau des salaires, dissuade l'émigration et implique la présence de chômage, sous forme de queue pour l'emploi public. Finalement, la politique économique dans ces microéconomies insulaires doit alors subventionner le secteur traditionnel, et non chercher à développer la bureaucratie ou le secteur capitaliste.

Comme le montre ce compte-rendu, l'ouvrage est très riche en éclairages théoriques nouveaux sur les PEI. Il appelle cependant plusieurs commentaires. Signalons tout d'abord un usage ambigu du terme de développement endogène, assimilé à plusieurs reprises au développement auto-centré, ce qui conduit l'auteur à dire par exemple (p. 30) qu'"il n'y a pas de croissance endogène possible dans ces petites économies". Il ne faut pas alors confondre développement endogène, au sens où l'entend Poirine (et l'UNESCO), avec la croissance endogène, au sens des travaux récents de la théorie de la croissance. De ce dernier point de vue, la croissance peut rester endogène dans une PEI : il suffit que l'on songe par exemple à l'importance de la qualité de la main d'œuvre nécessaire pour asseoir la compétitivité hors-prix des produits, notamment les produits touristiques, comme à la Barbade, dont les performances en termes de niveau général d'éducation sont remarquables. Poirine souligne lui-même d'ailleurs plus loin, à propos de la Réunion (p. 89), le caractère indispensable de la formation pour l'exportation des services. Par ailleurs, dans son rappel des principales stratégies de développement et de leurs performances respectives dans les pays en développement, Poirine apparaît quelque peu "orienté"²⁶.

²⁶ Il développe les critiques faites à la substitution de l'importation (dans le cadre des diagrammes de la théorie du protectionnisme, notamment), beaucoup plus que les arguments avancés par ses défenseurs... pour conclure (p. 71) que "*partout la substitution d'importation a montré ses limites*". Empiriquement, seules quelques études déjà anciennes et critiquées ont été signalées dans le chapitre 3. Au passage (p. 69), sa comparaison de Maurice avec la Réunion pour suggérer la supériorité de l'extraversion, nous semble fallacieuse : la Réunion ne fournit pas le meilleur exemple d'économie ayant choisi la voie de l'import-substitution, si l'on considère que son moteur économique réside plutôt dans les transferts publics. Enfin, la conclusion de l'auteur selon laquelle la substitution d'exportations exige l'abandon total de la substitution d'importations (p. 70) aurait mérité un traitement plus approfondi, et nous semble inexact : les "dragons" du sud-est asiatique n'ont-ils pas protégé jusqu'à présent certains secteurs industriels ; de même l'île Maurice, pendant son ajustement structurel, et même depuis lors, a refusé de céder aux injonctions des institutions internationales concernant la libéralisation des importations, contrairement aux affirmations de Poirine (p. 77) : Gulhati et Nallari (1990, p. 54) ont rappelé clairement ce point, dans leur rapport pour l'Economic

Ensuite, l'ouvrage consiste visiblement, et au moins partiellement, en la réunion d'articles conçus séparément. Il en découle quelques erreurs de forme²⁷, mais aussi quelques critiques de fond, à travers un manque de renvois entre les chapitres, voire même certaines contradictions. En effet Poirine, on l'a dit, conclut son chapitre 4 (p. 191-2) en disant que l'exploitation de la rente, *quelle que soit sa forme*, est une stratégie rationnelle d'élévation du revenu. Il affirmait même en fin de second chapitre (p. 131-2) la supériorité de la stratégie MIRAB par rapport aux modèles "*misant tout sur le capitalisme*" ou au contraire "*tout sur l'autarcie*", dans la mesure où elle autorise une liberté de choix individuel ou familial, entre les avantages et les inconvénients respectifs des styles de vie modernes et traditionnels. Nous pensons pour notre part que si la stratégie d'exportation de services est effectivement optimale dans les PEI à haut niveau de revenu (cf. Célimène et Salmon, ce numéro, et Salmon, 1996), le type de rente importe, car il pourrait impliquer un degré de pérennité différent : l'exportation de services non marchands (la rente atomique, spatiale ou simplement bureaucratique dans le cadre des Antilles françaises) est à la merci d'une volte-face des autorités métropolitaines²⁸ ; dans cette perspective, une véritable dépendance apparaît, qui n'existe guère avec les exportations de services marchands (tourisme, services financiers, etc.). Or Poirine consacre seulement ici et là quelques pages (pp. 122 et 216) au problème du "danger de baisse de la rente" : signalant pourtant l'exemple de l'abandon de Cuba par l'ex-URSS, il dit alors simplement (p. 216) que l'intérêt stratégique des îles s'évalue à très long terme, et qu'il n'est pas seulement militaire mais aussi géopolitique et culturel, et qu'enfin la "*raison du cœur*" et l'attachement historique ne sont pas de "*vains mots*". A notre avis, la différence entre nos points de vue vient du fait que Poirine tire des conclusions pour l'ensemble des PEI, concernant leur avantage comparatif dans l'échange non marchand (voir citation de la page 204, plus haut) à partir des seules "*microéconomies insulaires*", auxquelles il fait d'ailleurs finalement exclusivement référence quelques lignes plus loin (p. 219), par un glissement quasi-imperceptible²⁹...

Development Institute de la Banque Mondiale intitulé *Successful Stabilization and Recovery in Mauritius*.

²⁷ Par exemple, une carte signalée page 12-13 n'apparaît pas ; en introduction du chapitre 7 (p. 249), l'auteur présente son "article" et non son "chapitre" ; la bibliographie du chapitre 5 sert aussi le chapitre 4 qui n'en possède pas, etc.

²⁸ De même, dans une moindre mesure, pour ce qui est de l'émigration vers une métropole... Au sujet des DOM-TOM, le CGP (cf. supra) a souligné le manque d'analyse prévisionnelle à moyen-long terme, notamment en ce qui concerne la préparation de l'"après nucléaire" en Polynésie, ou la baisse d'activités de Kourou.

²⁹ Il est bien entendu nécessaire de se donner un seuil pour distinguer les "micro" des "petites" économies insulaires...

Par ailleurs, la conclusion du chapitre 7, concernant la subvention aux activités traditionnelles plutôt que le développement de la bureaucratie, est en contradiction avec la thèse de la supériorité de la spécialisation dans l'échange non marchand. Cette contradiction n'existe toutefois que tant que l'on considère, dans le cadre du modèle proposé, que le secteur public ne contribue pas à la production du bien socio-culturel Y, ainsi que le suppose l'auteur (cf. annexe du chapitre 7). Ses conclusions pourraient pourtant changer, et la contradiction être levée, si l'on faisait l'hypothèse que la production du secteur public, comme celle du secteur traditionnel, génère elle aussi la production du bien Y (par le biais d'effets externes positifs). Ce peut être le cas en présence de chômage déguisé généralisé dans le secteur public insulaire, qui implique une faible productivité, voire une durée hebdomadaire du travail réduite : ceci facilite la poursuite du mode de vie traditionnel et donc la production de Y, qui est alors un effet externe conjoint de la production du secteur traditionnel et de la production de services publics non marchands³⁰.

BRIGUGLIO L. (1995)

*"Small Island Developing States and Their Economic Vulnerabilities",
World Development, vol. 23, n° 9, p. 1615-1632*

Après avoir rappelé les contraintes des PEI avec rigueur et brièveté, l'universitaire maltais L. Briguglio présente dans cet article le résultat de ses travaux visant à élaborer un indice de vulnérabilité économique des PEI ; comme le rappelle l'auteur, ces travaux lui ont été commandés par la CNUCED au début des années 90, devant l'insistance des autorités des Etats insulaires pour une meilleure prise en compte des contraintes spécifiques des PEI³¹. L'échantillon inclut 114 pays, dont des économies autres que les PEI, afin de permettre une comparaison. L'indice de vulnérabilité ne tient pas compte du niveau de revenu par tête, de manière à bien distinguer le concept de vulnérabilité économique, qui peut être pertinent à n'importe quel niveau de développement, de celui de la pauvreté. Les objectifs poursuivis sont la simplicité et l'intelligibilité de l'indice, ainsi que sa comparabilité d'un pays à l'autre³². La vulnérabilité économique est alors déterminée positivement par trois variables sélectionnées : l'exposition aux conditions économiques extérieures, l'isolement et l'insularité, et enfin la

³⁰ Cette hypothèse nous semble plus proche de la réalité observée dans les DOM.

³¹ Selon ces autorités, le PIB par habitant est un indicateur insuffisant du développement dans les îles dans la mesure où il cache leurs problèmes spécifiques de vulnérabilité.

³² Les données qu'il utilise doivent ainsi être facilement accessibles et mesurées de manière homogène par tous les pays concernés.

propension aux désastres naturels.

Quels sont les indicateurs choisis pour ces trois variables ? L'exposition extérieure est ramenée, pour des raisons de disponibilité des données statistiques, à un taux d'ouverture³³. Les problèmes de l'insularité peuvent être renforcés par l'isolement, mais toutes les îles ne sont pas éloignées ; pour mesurer l'accessibilité, l'auteur choisit finalement le critère des coûts de transport et de fret en pourcentage de la valeur des exportations (fourni par l'annuaire du commerce de la CNUCED)³⁴. Enfin la propension aux désastres naturels (sécheresses, inondations, tremblements de terre, ouragans, éruptions volcaniques, etc.) est mesurée à partir d'un rapport des Nations Unies (UNDRO)³⁵ qui évalue, sur la période 1970-89, par pays et en pourcentage du PNB, le coût économique moyen de chaque désastre. Conformément aux prémisses de l'étude, aucun des trois indicateurs retenus ne présente de corrélation statistique significative avec le niveau de revenu par tête. Après standardisation des données pour chacun des trois indicateurs (qui est ainsi compris entre 0 et 1), l'auteur propose après discussion une pondération ad-hoc pour établir l'indice composite de vulnérabilité³⁶. Ce dernier montre que les petites économies insulaires en développement sont nettement plus vulnérables que les autres pays en développement, même si leur niveau de revenu apparaît souvent supérieur.

Cette analyse est la bienvenue ; perfectible, comme l'affirme lui-même l'auteur, elle permet de mieux démontrer la spécificité des PEI en mesurant un aspect particulier, celui de leur vulnérabilité. Le renvoi à une mesure quantitative renforce alors les arguments littéraires les plus convaincants et permet d'aller plus loin dans le classement des PEI.

SALMON J.M. (1996)

"Marché du travail et développement économique dans les petites économies insulaires : théorie et application à Barbade, Trinidad & Tobago et Maurice", L'Harmattan, à paraître

³³ Il s'agit du ratio $(M + X) / 2 G$, avec M pour importations, X pour exportations et G pour PIB. L'auteur ne précise pas s'il s'agit des marchandises ou des biens et services : étant donné la valeur des ratios, on peut pencher pour la première hypothèse.

³⁴ Il ne retient donc pas la distance kilométrique par rapport aux principaux marchés.

³⁵ Les données de ce rapport sont quelque peu modifiées par l'auteur, pour exclure les désastres "politiques" (guerre civile).

³⁶ Les coefficients sont de 0,5 pour l'exposition extérieure, 0,4 pour l'isolement, et 0,1 pour la propension au désastre (le faible poids de ce dernier indicateur est choisi par son caractère non-intrinsèquement économique). Cependant, une moyenne simple est également calculée, qui ne change que modérément les résultats.

L'ouvrage de J.M. Salmon est publié dans la récente collection "*Économies et Sociétés Insulaires*" chez l'Harmattan. Il vise à expliquer les dynamiques observables des marchés du travail dans les petites économies insulaires en développement (PEID). Le taux de chômage notamment y apparaît en moyenne deux fois plus élevé que dans les autres pays en développement. Faut-il dès lors considérer qu'un chômage structurel et élevé est inéluctable dans ces PEID, et comment l'expliquer ? L'auteur répond à ces questions dans une analyse théorico-empirique composée de six chapitres. Le premier chapitre présente les PEID, leurs atouts et contraintes pour le développement ainsi que leurs performances macroéconomiques³⁷. Le second chapitre est un long "détour de production" dans lequel sont rappelés d'une part, les développements récents de la macroéconomie du marché du travail, y compris les théories contemporaines du chômage, et d'autre part les modèles de l'emploi et du chômage construits dans le cadre de l'économie du développement. Les nombreux débats sur les effets de la flexibilité salariale sont ainsi explicités. Le chômage dans les pays en développement, apparu d'abord comme un concept inapproprié, est ensuite quasi-exclusivement expliqué dans le cadre de modèles classiques (unisectoriels ou dualistes) à rigidité salariale. Toutefois, l'observation de dix années d'ajustement structurel et de leurs effets sur le marché du travail interdit toute conclusion simpliste : les rémunérations sont plutôt flexibles (en termes réels) et la structure de l'emploi évolue dans le sens attendu (vers les secteurs de biens échangeables).

Ce détour permet à l'auteur de mieux appréhender les déterminants théoriques du marché du travail et du chômage dans les PEID (chapitre 3), selon une double approche, d'abord déductive, à partir des caractéristiques structurelles de ces économies, et ensuite inductive, à partir de l'expérience générale des économies caribéennes. Cette réflexion débouche, à partir de l'hypothèse d'une limite posée à la croissance de la productivité du travail³⁸, sur la proposition de l'existence d'un cycle de croissance et de chômage à long terme (cf. Célimène et Salmon, ce numéro), ce qui bloque le processus de remontée de l'avantage comparatif.

Le quatrième chapitre est consacré à une analyse empirique très fine de l'expérience du développement de trois îles (Barbade, Trinidad & Tobago et l'île Maurice) : sont notamment précisées les stratégies poursuivies, les performances

³⁷ Une partie de cette analyse apparaît dans Célimène et Salmon, ce numéro.

³⁸ Cette hypothèse est une conséquence logique de la conjonction de la petite taille et de l'isolement, qui empêche, même en cas d'extraversion de l'économie, de bénéficier d'économies d'échelles suffisantes (voir supra Bhaduri et al., in Jalan, 1982).

macroéconomiques, ainsi que la dynamique du marché du travail. Sur ce dernier thème, l'auteur détaille les déterminants de l'offre de travail, l'évolution des relations industrielles, celle des rémunérations et du coût unitaire du travail, et enfin l'évolution et le poids du chômage.

L'objet du cinquième chapitre est l'analyse comparative du chômage dans les trois pays. Est tout d'abord proposée une modélisation des déterminants de l'emploi et du coût unitaire du travail dans le secteur manufacturier, en s'appuyant sur un modèle à vecteurs auto-régressifs (VAR) ; sont également introduits comme variables explicatives le nombre de chômeurs, les recettes d'exportation de marchandises et le PIB³⁹. Le modèle permet de montrer la diversité des régimes macroéconomiques en vigueur (classique à Maurice, keynésien à Trinidad & Tobago, et mixte à Barbade). Ensuite, l'hypothèse de cycle de croissance et de chômage à long terme est testée empiriquement dans les trois îles citées : l'existence d'une limite à la croissance des salaires réels et d'un cycle de chômage apparaît nettement, avec toutefois des modalités particulières à chaque pays et selon le niveau de revenu (cf. Célimène et Salmon, ce numéro). La contrepartie de l'obtention d'un niveau de revenu élevé est l'existence d'un chômage involontaire incompressible à long terme. Enfin, l'auteur compare la nature théorique du chômage dans les trois îles, faisant notamment apparaître le rôle des écarts salariaux dans les îles caribéennes. L'ensemble des résultats est cohérent, et conduit à la conclusion de la nécessaire pluralité des approches : même dans une petite économie insulaire en développement, la théorie keynésienne, autant que les différents modèles classiques, peut contribuer à l'explication des dynamiques en présence. Les implications pour la politique économique sont développées dans le sixième et dernier chapitre.

L'analyse est originale et les conclusions sont fortes⁴⁰. De nouveaux travaux devraient permettre de mieux valider celles-ci. Notamment, la formalisation de la croissance dans les PEI est encore insuffisante : le développement actuel des recherches sur la croissance endogène, autorisant la prise en compte des effets de seuil dans le stock de capital humain, celle du rôle des économies d'échelle, etc. devrait constituer un point d'appui crucial pour mieux comprendre les mécanismes en jeu. Mais les difficultés restent encore grandes ; l'exemple des travaux de Briguglio sur l'indice de vulnérabilité en est une bonne illustration. En effet, si cette nouvelle variable semble fournir un outil pertinent de compréhension de la réalité macroéconomique des PEI, on a vu également qu'elle ne jouait aucun rôle

³⁹ Chacune des variables est introduite en taux de croissance trimestrialisé.

⁴⁰ Elles renvoient en partie au doute des autorités coloniales, quant aux potentialités d'industrialisation des îles, qui servait alors des fins idéologiques et stratégiques.

dans le niveau de revenu, et son impact sur la croissance économique reste ambigu (voir aussi Armstrong et Read, point 3 de cette analyse).

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA PRÉVISION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES ET NATURELS MAJEURS (1991)

"Territoires et sociétés insulaires", Collection Recherches Environnement, n° 36, 455 p.

Cet ouvrage, consacré principalement aux petites économies insulaires (taille inférieure à 10 000 km² selon les critères de l'UNESCO), rassemble une soixantaine de contributions d'ordres géographique, historique, écologique, économique etc., ayant pour objet de cerner les évolutions contemporaines que connaissent les îles, les méthodologies de recherche à développer pour caractériser et identifier les changements qui les affectent de façon à nourrir des recommandations en matière de recherche, d'aménagement, et de développement.

Les travaux sont regroupés en trois thèmes. Le premier, portant sur l'insularité, est constitué de vingt contributions visant principalement à la cerner de même qu'à appréhender les concepts qui s'y rattachent ainsi que les approches méthodologiques qui peuvent permettre de la caractériser et d'étudier le milieu insulaire. Il apparaît en définitive que la diversité des îles milite en défaveur d'une spécificité insulaire et recommande au plan méthodologique de s'appuyer sur une description raisonnée des milieux insulaires en vue d'initier des politiques de développement appropriées. Le deuxième thème de l'ouvrage qui a mobilisé vingt-deux contributions porte sur "les hommes et l'espace insulaire" et envisage le devenir des pays insulaires aux plans écologique, démographique, économique et politique. Le troisième enfin, traite de la question de la gestion des ressources et de l'aménagement des îles. En général, c'est la problématique de l'aménagement du territoire dans un espace rare qui constitue le fond des interventions. Les aspects humains de l'aménagement, le tourisme et la préservation des ressources naturelles ont également été abordés et des recommandations pour l'action ont été formulées.

Cet ouvrage demeure intéressant à plus d'un titre. D'abord par l'approche pluridisciplinaire (sciences humaines, sciences de la nature) de la question insulaire à l'heure où les économistes usent de plus en plus de variables extra-économiques dans leurs modèles relatifs aux économies insulaires ; il s'avère également intéressant de par ses préoccupations pratiques, rassemblant des contributions passant de la conceptualisation et des études de cas au champ de l'action par des recommandations concrètes, ce qui n'est pas toujours le cas chez les universitaires.

2. LE CAS DES ANTILLES

CÉLIMÈNE F. & WATSON P. (1991)
"Économie Politique Caraïbienne", Economica, Paris, 245 p.

Les expériences de développement menées dans les petits pays insulaires de la Caraïbe depuis un demi-siècle environ peuvent présenter un intérêt pour les économistes, tant d'un point de vue pratique que théorique. Un tel intérêt pourrait à lui seul justifier l'ouvrage de Fred Célimène et Patrick Watson qui se veut une synthèse des apports des économistes caribéens, au rang desquels le prix Nobel Arthur Lewis, à l'économie politique aussi bien au plan théorique qu'à celui de la politique économique.

Après avoir présenté les pays de la zone Caraïbe dans un chapitre préliminaire, les auteurs analysent dans la première partie de leur ouvrage les travaux d'A. Lewis, ceux de l'école radicale caribéenne proche de l'école structuraliste latino-américaine et ceux des autres courants de pensée : marxiste, keynésien, "technocratique", "neutre".

La deuxième partie est consacrée au bilan critique des politiques de développement menées dans la Caraïbe depuis les années 1950 et dont les fondements théoriques résident dans les travaux précédemment signalés : l'industrialisation sur invitation de Lewis dont l'échec a conduit à la politique d'interventionnisme étatique qui, n'ayant pas débouché sur des résultats meilleurs, amènera les pays à s'orienter vers une troisième voie, celle de l'intégration économique avec la naissance de la Communauté Caraïbienne (CARICOM). Celle-ci ne se révèle jusque-là pas plus heureuse, les résultats étant médiocres et les difficultés semblant s'aggraver.

Ces échecs répétés trouvent-ils leur fondement dans la très grande ouverture des économies et leur forte sensibilité aux fluctuations de l'économie mondiale ? Les auteurs abordent la question dans la troisième partie de l'ouvrage consacrée à l'internationalisation de l'économie caribéenne et ses implications, en analysant l'impact de la crise des années 1970 et 1980, l'endettement et l'intervention du FMI. A en croire les auteurs, cette dernière est un échec. Se pose alors la question de savoir ce qu'il reste à faire.

Le dernier chapitre de l'ouvrage tente de répondre en présentant une esquisse de politique économique "nouvelle" élaborée à la demande de la Communauté Caraïbienne. Toutefois, parce qu'elle formule des recommandations assez classiques (développement des échanges sud-sud, du tourisme, fabrication de

produits nouveaux etc.), elle laisse les auteurs fortement sceptiques.

Au total, synthétique et rigoureux, l'ouvrage de F. Célimène et P. Watson apparaît d'une utilité didactique indéniable. On aurait cependant aimé, ayant fait le constat de l'échec des diverses politiques économiques analysées et affiché leur scepticisme à l'égard de celle qui est envisagée, que les auteurs engagent la réflexion à propos des caractéristiques d'une politique économique adéquate dans le contexte des économies caribéennes.

DOMENACH H. & PICOUET M. (1992)

"La dimension migratoire des Antilles", Economica, Paris, 254 p.

L'objet de l'ouvrage est de cerner le fait migratoire dans les Antilles françaises en recherchant les processus, les mobiles et la portée. L'ouvrage tente ainsi, par une analyse démo-économique, de mettre en évidence les facteurs fondant la dynamique migratoire dans les Antilles. Il comporte trois parties.

La première étudie les processus migratoires dans l'ensemble du bassin caribéen (entendu les îles de la mer caraïbe essentiellement) en analysant les caractéristiques de l'espace caribéen (vulnérabilité physique, économique etc.), la chronologie des flux migratoires qui ont forgé les Antilles dans leur globalité (le peuplement, les flux migratoires intra-caribéens, l'émigration vers les métropoles), le potentiel migratoire antillais. Par là, les auteurs établissent que l'espace antillais est, dans son essence même, un espace migratoire.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'analyse s'attachera à élucider les déterminants de la migration en s'intéressant tout particulièrement au cas des Antilles françaises, la Guadeloupe et la Martinique notamment, et en examinant principalement l'émigration vers la France métropolitaine et la migration retour récente (des anciens émigrés). Tout en montrant la part prise dans le fait migratoire par les facteurs politico-institutionnels, socio-économiques (demande de travail, différentiel de gain, structures des économies locales...), les auteurs établissent leurs limites lorsqu'on tente d'appréhender le fait migratoire antillais. Ils mettent l'accent en particulier sur l'insuffisance des modèles migratoires néo-classiques et marxistes. Selon eux, ces modèles doivent être complétés par les apports de la psychologie économique (l'extension du champ de vie et de l'espace psychologique des individus).

Dans la troisième partie, les auteurs essaient de mettre en évidence la portée du fait migratoire dans les Antilles françaises en procédant à une analyse démographique des flux migratoires entre celles-ci et la France métropolitaine

principalement (émigration et migration retour, immigration métropolitaine).

L'intérêt de l'ouvrage de Domenach et Picouet au plan économique réside principalement dans la prise en compte des facteurs psychologiques de l'émigration (identification culturelle et linguistique, absence de barrière juridique, représentation symbolique de la France dans l'inconscient populaire, réduction du coût psychologique de l'émigration suite aux progrès considérables en matière de communication...) qui établissent par contrecoup l'étroitesse des analyses traditionnelles dans le cas particulier des Antilles françaises. Cependant demeure une question non élucidée par l'ouvrage : les explications fournies restent-elles spécifiques au cas antillais ou s'étendent-elles à toutes les entités juridiquement intégrées à la France ?

BURTON R. & RENO F. (sous la dir. de) (1994)

*"Les Antilles-Guyane au rendez-vous de l'Europe : le grand tournant",
Economica, Paris, 298 p.*

L'avènement de l'Europe ne peut manquer d'avoir des répercussions d'ordre divers dans les DOM-TOM français et s'interroger sur celles-ci apparaît comme une nécessité pour ces derniers. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'ouvrage publié sous la direction de Burton et Reno, lequel rassemble treize contributions d'universitaires et praticiens tendant toutes à présenter et analyser les enjeux nouveaux auxquels les Départements Français d'Amérique (DFA) risquent d'être confrontés dans le contexte de l'Europe.

Bien qu'étant pour l'essentiel d'ordres juridique, littéraire, historique, géographique, sociologique, les contributions fournissent par moments des informations utiles à l'économiste. Ainsi l'article de B. Jones et E. Stephenson (Politique et Société à la Guyane) offre une description, sommaire toutefois, de la démographie et de l'économie de la Guyane ; de même, la contribution de A. Gauthier (Guadeloupéenne et Martiniquaise) décrit la situation des femmes et son évolution en Guadeloupe et en Martinique, entre autres, sur le plan de l'emploi, de la répartition des revenus..., confirmant au passage certains modèles de capital humain (discrimination, patriarcat) ; on peut également mentionner l'article de M. Burac (les Antilles françaises et le reste de la Caraïbe) qui présente les difficultés de coopération régionale entre les DFA et les pays caribéens en analysant les fondements et les implications en matière d'échanges économiques et culturels.

L'ouvrage présente cependant une contribution économique, celle de A. Armougon et E. Paulin (le secteur industriel des DOM à l'approche du grand marché européen : le cas de la Guadeloupe et de la Martinique). Celle-ci s'est

donné comme objectif d'apprécier l'impact sur l'appareil de production des modifications réglementaires initiées par l'Europe avec une préoccupation fondamentale : l'insertion des DOM dans l'Europe va-t-elle consolider ou fragiliser leur secteur industriel demeuré jusque-là protégé ? Ainsi, après avoir présenté l'évolution du secteur industriel martiniquais et tenté d'analyser les avantages et inconvénients que ce secteur peut connaître dans les DOM du fait de l'Europe, les auteurs estiment que le cadre communautaire recèle des opportunités notables de développement de l'industrie des DOM, lesquelles n'ont, jusque-là, pas encore été exploitées, et que rien ne permet d'avancer qu'un autre cadre aurait été plus favorable.

Bien qu'ayant dégagé une problématique intéressante, les auteurs ont toutefois survolé les questions la plupart du temps, leurs analyses se révélant du coup superficielles et peu convaincantes au point que le lecteur en arrive à se demander si les conclusions qu'ils en tirent ne relèvent plutôt pas d'a priori idéologiques.

MARTIN M. L., VELLAS F., YACOU A. (sous la dir. de) (1992)
"La République dominicaine, la Guadeloupe et la Caraïbe", Economica, Paris, 213 p.

Cet ouvrage collectif regroupe onze contributions traitant de questions d'ordre historique, politique, culturel et économique. Ainsi sont présentés la plupart du temps des analyses et des faits qui, tout en n'étant pas économiques, peuvent cependant se révéler intéressants pour l'économiste, ne serait-ce qu'en éclairant l'environnement politico-social dont les répercussions en matière économique sont souvent notables. L'ouvrage est organisé en trois parties. Les deux premières, consacrées à la République dominicaine, analysent les individus, la culture et l'évolution politique du pays. La troisième, consacrée à l'analyse des échanges culturels, humains et économiques entre la Guadeloupe et la République dominicaine, comporte deux contributions économiques.

La première présentée par F. Vellas porte sur le tourisme international dans les pays insulaires de la Caraïbe et la stratégie de développement touristique de la République dominicaine. Son intérêt majeur réside dans le fait qu'à partir d'une approche inductive fondée sur les cas de la République dominicaine, de l'Île Maurice, de Saint Vincent et les Grenadines, l'auteur montre qu'une stratégie de développement touristique conséquente dans les pays insulaires peut pallier l'absence ou l'insuffisance de la production des secteurs agricoles ou industriels et identifie les principaux axes d'une telle stratégie.

La deuxième contribution économique de l'ouvrage est réalisée par Ch. Macdissi (le commerce régional dominicain avec les Antilles et la Guyane). Elle s'est donné comme objectif d'analyser les échanges commerciaux de la République dominicaine avec les DFA en recherchant leurs déterminants et en envisageant les perspectives de développement. Bien que ne manquant pas d'intérêt, l'analyse se révèle le plus souvent sommaire et trop descriptive, et les perspectives se présentent sous la forme de recommandations assez générales et classiques (coopération régionale, échanges de produits différenciés...).

WORRELL D. (1987)

"Small Island Economies: Structure and Performance in the English-Speaking Caribbean since 1970", Praeger, New York, 284 p.

D. Worrell est gouverneur à la Banque centrale de La Barbade ; il est l'auteur et l'éditeur de nombreux ouvrages et articles portant sur les PEI de la Caraïbe⁴¹. L'ouvrage de 1987 constitue une référence incontournable pour l'analyse de ces économies. Il est composé de neuf chapitres.

Le premier présente les structures et les performances des économies caribéennes sur le long terme. Il s'appuie sur un modèle économétrique (1960-82), permettant de préciser de nombreux indicateurs structurels, notamment l'élasticité des prix intérieurs par rapport aux prix à l'importation, celle de la demande de biens non échangeables, ainsi que de biens importés, par rapport au revenu...), ces élasticités apparaissent très élevées dans ces économies, de même que le coefficient des biens d'équipement importés (62 % à la Barbade). La balance des paiements est ainsi vite déstabilisée, et semble constituer la plus forte contrainte posée à la croissance. Pour Worrell, la politique budgétaire est la meilleure arme de politique économique dans ces îles, notamment comme

⁴¹ Voir aussi Worrell D., Bourne C. (eds) (1989), *Economic Adjustment Policies for Small Nations. Theory and Experience in the English-Speaking Caribbean*, Praeger, New York.

arme de stabilisation⁴². Le second chapitre décrit l'évolution de l'économie mondiale depuis 1970, dont dépendent fortement les économies de la Caraïbe (termes de l'échange des produits exportés, évolution et élasticités du tourisme international...).

Les chapitres 3 à 7 sont consacrés aux expériences respectives de la Barbade, le Guyana, la Jamaïque, Trinidad & Tobago et enfin les micro-États des Petites Antilles : ces chapitres sont très instructifs et bien écrits. Il ressort de ce large tour d'horizon que les économies les plus performantes sont celles qui ont réussi à diversifier leurs exportations, en développant notamment leur tourisme. Trinidad et Tobago au contraire s'enfonce dans une crise profonde durant les années 80, l'épuisement progressif des réserves pétrolières s'ajoutant au contre-choc pétrolier, sans que d'autres secteurs productifs ne prennent le relais⁴³. Le huitième chapitre traite de l'expérience de l'intégration régionale dans la Caraïbe, et le neuvième chapitre conclut l'ouvrage par une réflexion sur les politiques d'ajustement dans les petites économies ouvertes. Les degrés de liberté de la politique économique sont peu nombreux : *"l'offre répond à des stimulants que l'État ne peut guère manipuler, comme les possibilités de marchés à l'exportation, les conditions sociales et la technologie, mais faiblement aux variations à la marge des coûts et des prix que l'État peut rechercher" (...)"l'ajustement a consisté en la restriction des dépenses durant la récession, en attendant que les forces externes redémarrent"* (p. 221). Ceci implique *"le renvoi à plus tard des espoirs de réduction du chômage chronique"* (p. 222)⁴⁴.

GEODE (Géographie Développement Environnement de la Caraïbe) (1995)
"Mobilité des populations et organisation des transports dans les petits pays insulaires : le cas de la Martinique et de la Guadeloupe", Colloque organisé par le laboratoire GEODE de l'Université des Antilles et de la Guyane, Martinique, 6-7 Décembre 1995

⁴² Le recours à la politique monétaire est jugé plus délicat et injustifié : la hausse du taux d'intérêt est stagflationniste (inversement la baisse génère la fuite des capitaux), et la dévaluation, sans effet réel important (les élasticités du commerce extérieur sont faibles), vise essentiellement à réduire le niveau de revenu des populations (cf. Célimène et Salmon, ce numéro, et Salmon, 1996).

⁴³ Conformément à la théorie du syndrome hollandais (voir aussi Salmon, 1996).

⁴⁴ Ce constat renvoie à la difficulté que connaît l'État pour gérer efficacement les relations industrielles dans ces pays : les pressions à la hausse des salaires, notamment par le biais de l'action syndicale, s'exercent trop peu souvent en rapport à l'évolution de la productivité, d'où un coût unitaire du travail évoluant de manière erratique (cf. Salmon, 1996). Seule une bonne politique des revenus pourrait obliger à nuancer cette conclusion de Worrell : mais les autorités n'ont pu, jusqu'à la fin des années 80, la mettre en place.

Ce colloque qui a rassemblé universitaires, représentants d'institutions politiques et professionnels des transports fut l'occasion d'échanges riches sur la base de contributions fort intéressantes. Celles-ci sont regroupées en deux thèmes. Le premier, consacré à la question de la mobilité des populations des petits pays insulaires à revenu élevé, a fait l'objet de treize communications qui en ont établi la diversité des modalités en recherchant les mobiles, les causes, les processus, les comportements... Le second portant sur l'organisation des transports et qui a rassemblé quinze contributions, a donné lieu à des confrontations de projets, à des diagnostics des systèmes existant dans les îles considérées (Guadeloupe, Martinique)... Finalement un ensemble de propositions concrètes ont été avancées en vue d'une organisation efficiente des transports.

3. LES THEMES CONNEXES : LES MICRO-ÉTATS DE L'EUROPE DE L'OUEST, LA CORSE, LES PETITES ECONOMIES OUVERTES ET LES PAYS ACP

ARMSTRONG H., READ R. (1995)

"Western European Micro-States and EU Autonomous Regions: The Advantages of Size and Sovereignty", World Development, vol. 23, n°7, p. 1229-1245

Une confirmation indirecte du caractère décisif pour les PEI de la *conjonction* de la petite taille et de l'isolement nous vient de l'article de H. Armstrong et R. Read. Leur objectif est d'évaluer l'avantage net d'être un micro-État ou une région autonome *au sein* de l'Europe de l'ouest. Ainsi posée, la question semble complexe. Après avoir rappelé la littérature sur les petites économies, les auteurs déplorent qu'elle insiste plutôt sur les inconvénients que sur les avantages de la petite taille et proposent de redresser ce déséquilibre, dans l'objectif ultime et avoué de *"replacer l'analyse de la performance des micro-États dans le cadre théorique général de la politique économique optimale dans les petites économies ouvertes"* (p. 1231)⁴⁵. Ainsi *"les conclusions obtenues seront probablement plus subtiles que celles proposées parfois dans la littérature existante"* (nous revenons plus loin sur cette question).

Les auteurs choisissent alors d'évaluer les performances des micro-États ou régions autonomes de l'Europe, en les comparant à celles des régions européennes adjacentes (non-autonomes, et censées fournir un meilleur étalon que les nations

⁴⁵ Ce troisième point de notre analyse fournit justement quelques études empiriques des petites économies ouvertes ; du point de vue théorique, le lecteur peut se reporter aux manuels de macroéconomie ouverte.

européennes elles-mêmes). Le choix des micro-États ou régions autonomes, bien que devant découler clairement de la satisfaction de trois critères (petite taille, liens économiques importants avec l'Union Européenne, et degré minimal d'autonomie politique) est arbitraire : les DOM sont exclus de l'échantillon, car ils sont "*simplement trop isolés géographiquement de l'UE*" (p. 1231)⁴⁶. En fait, en faisant ce choix, les auteurs refusent implicitement de considérer simultanément la petite taille et l'éloignement que subissent la plupart des PEI, et qui constituait le point de départ de la plus grande part des références décrites au point 1.

Les critères de performances, sélectionnés pour des raisons d'accès aisé aux données statistiques, sont le taux de chômage et le revenu par tête. Dans l'ensemble, les micro-États et régions autonomes connaissent des meilleurs résultats que ceux des régions adjacentes : ils ne sont jamais perdants sur les deux tableaux, et une bonne majorité connaissent à la fois un taux de chômage plus faible et un revenu par habitant plus élevé. De plus, leur taux de chômage est toujours, à une exception près, inférieur. Une étude statistique est proposée⁴⁷, qui tend à montrer que les facteurs de succès dans ces économies sont (dans un ordre décroissant) le développement d'un secteur de services financiers, le bénéfice d'une ressource naturelle exploitable, et le développement du tourisme. La périphéricité (distance par rapport à l'ensemble des régions de l'UE) et l'insularité n'ont pas une influence très significative, ou encore elles ne posent pas de contraintes majeures.

Le spécialiste des PEI, tout en étant fortement intéressé par ce travail statistique, peut rester sur sa faim car la contrainte du grand éloignement a été ignorée. Également, la question du chômage mérite une plus ample réflexion : tandis que pour Salmon (1996), le taux de chômage est structurellement plus élevé (bien que cyclique) dans les PEI en développement, il apparaît inférieur dans les micro-États et régions autonomes européennes non trop éloignées, y compris les îles. Comment expliquer ce contraste ? Existe-t-il des effets de seuil dans l'éloignement ? L'émigration est-elle plus importante dans ces micro-États et régions autonomes que dans les PEI en développement ? Ce sont des directions nouvelles à explorer... La croissance dans ces économies de petite taille fortement hétérogènes (y compris les PEI) demeure donc quelque peu énigmatique. Enfin, la supériorité supposée de l'approche orthodoxe de la macroéconomie appliquée aux

⁴⁶ Les auteurs sont ainsi en contradiction avec la règle de sélection des pays qu'ils ont eux-mêmes proposée : "*the choice of micro-states for inclusion is therefore confined to entities which are either located within the EU and/or which are closely tied economically to the EU*" (p. 1231). Or, les DOM sont très intégrés économiquement à la métropole, et donc à l'Union Européenne.

⁴⁷ Après le relatif échec d'une régression linéaire simple (MCO), dont les résultats sont tout de même présentés, les auteurs ont recours à l'estimation d'une fonction linéaire discriminante.

petites économies ouvertes n'a pas été démontrée : même si cette boîte à outils reste précieuse pour les PEI, nous craignons au contraire qu'appliquée à ces économies (sans approche complémentaire), elle ne souffre d'un manque de "subtilité", pour reprendre l'expression des auteurs (voir par exemple Salmon, 1996, chapitres 3 et 6).

FINDLAY R., WELLISZ S. (eds) (1993)

"Five Small Open Economies", Série "The Political Economy of Poverty, Equity and Growth", A World Bank Comparative Study, Oxford University Press, 339 p.

L'ouvrage édité par Findlay et Wellisz, inscrit dans la série "économie politique de la pauvreté, de l'équité et de la croissance" de la Banque Mondiale, est consacré à cinq petites économies ouvertes, qui sont aussi insulaires (Hong-Kong, Singapour, la Jamaïque, Maurice, Malte). Notons toutefois que le souci des auteurs n'est pas directement de traiter de l'insularité, encore moins des PEI. Après une rapide introduction (chapitre 1), les chapitres 2 à 6 sont consacrés à chacune des économies. Le septième chapitre propose une étude comparative. Pour chaque pays les auteurs décrivent rapidement l'arrière-plan historique et politique, les stratégies de développement poursuivies, les performances socio-économiques et les éventuels programmes d'ajustement...

Malgré des origines économiques différentes (station navale, centre de commerce, plantation sucrière), le succès de certaines îles montre que la clé d'une croissance soutenue réside dans la capacité à émerger comme exportateur de produits manufacturés : après la réussite extraordinaire de Hong-Kong et Singapour, Malte et Maurice réalisent de bonnes performances dans les années 80, seule la Jamaïque n'ayant pas encore procédé à un ajustement suffisant, selon les auteurs. Ils rappellent en conclusion (p. 320) que les meilleurs résultats furent obtenus par les îles ayant poursuivi des politiques budgétaires et monétaires prudentes, favorables aux mécanismes de marché ("*market friendly*"), sans être pour autant libérales. Le chemin vers le succès n'est toutefois pas unique : si Hong-Kong est une économie où règne le laissez-faire et le culte de la réussite individuelle, Singapour est beaucoup plus interventionniste (épargne et logements publics, "actions" sur le marché du travail...), de même que Malte (contrôle des importations, poids élevé des entreprises publiques dans le secteur productif, politique sociale généreuse...).

La lecture de l'ouvrage est très enrichissante, les auteurs s'étant efforcés de décrire les expériences de manière détaillée et en toute objectivité. On comprend alors en quoi certaines de ces îles se distinguent des autres PEI : Hong-Kong s'appuie au départ sur son rôle d'entrepôt du commerce avec la Chine et de la présence d'immigrés chinois (qui apportent leur savoir-faire et leurs capitaux)⁴⁸. Singapour profite initialement de sa localisation (dans le détroit de Malacca,

⁴⁸ Au début des années 60, plus de 50 % de la population n'était pas née à Hong-Kong... (p. 31).

passage obligé des navires vers l'Extrême-Orient). Le caractère insulaire de ces deux cités-États est de plus atténué par la proximité des continents, qui leur donne l'allure de péninsules... Malte tire parti d'une "*localisation stratégique*", et des aides financières que celle-ci implique (notamment la rente militaire, le nombre de prêts et dons bilatéraux reçus par Malte est impressionnant). Seule l'île Maurice répond vraiment à la problématique des PEI, et avec elle, bien qu'à un degré moindre, la Jamaïque⁴⁹. A noter enfin qu'une des conclusions générales de l'étude, celle du lien positif entre régime commercial libéral et performances économiques, n'est pas démontrée en ce qui concerne Malte : on ne sait pas si la croissance économique soutenue, de même que l'industrialisation, y a été obtenue grâce, ou malgré, une politique industrielle très interventionniste...

GUILLAUMONT P. et S. (eds) (1994)

"Ajustement et développement. L'expérience des pays ACP", Paris, Economica, 393 p.

Les économies du groupe des pays ACP, tout en incluant quelques PEI, possèdent dans l'ensemble des caractéristiques structurelles qui tendent à se rapprocher quelque peu de celles des petites îles (notamment la petite taille et l'instabilité climatique), sans toutefois que leurs situations respectives ne soient assimilables. Dans cet ouvrage collectif édité par P. et S. Guillaumont, l'équipe du CERDI évalue les effets des programmes d'ajustement structurels dans ces pays ACP. Très riche par l'éventail des thèmes couverts, l'ouvrage est composé de cinq parties : elles présentent respectivement les leçons d'ensemble ; les liens entre la croissance, la réforme économique et l'évolution de l'environnement ; les questions liées au système des prix relatifs et des incitations (notamment fiscales) ; la gestion du secteur public ; et enfin les enjeux sociaux. Un échantillon de pays ACP et non ACP a été choisi à des fins de comparaison, sur la période 1979-89 ; chaque pays est ensuite classé selon l'ampleur du besoin d'ajustement auquel il faisait face, ainsi que selon l'importance de la dépréciation que son taux de change effectif nominal a connu sur la période.

L'objectif pour nous sera ici simplement de rappeler rapidement quelques conclusions importantes de l'étude, exposée dans la vue d'ensemble (première partie). Globalement, l'ajustement, qui apparaissait inéluctable, connaît des résultats jugés décevants (chapitre 1). Les indicateurs de politique économique (déficit budgétaire, croissance de la masse monétaire, distorsions des prix relatifs,

⁴⁹ Par rapport aux autres PEI, l'éloignement de la Jamaïque (vis-à-vis des États-Unis) est moindre, de même que la taille de son économie (2,3 millions d'habitants en 1986), avec une superficie de 11 425 km², soit plus de 26 fois celle de La Barbade).

affectation du revenu) ont connu un certain progrès, les pays ACP pratiquant des réformes "*aussi effectives qu'ailleurs au regard des critères utilisés*" (p. 39). Mais les performances de croissance y sont inférieures (2,2 % contre 2,6 % pour les pays en développement non ACP⁵⁰), et les réductions des déséquilibres de la balance courante s'y sont opérées au même rythme (0,3 % de PIB par an), mais à partir d'un niveau plus élevé. Seules leurs performances en termes d'inflation sont supérieures à celles des pays non ACP. Parmi les pays ACP, les meilleures performances en termes de croissance, de commerce extérieur et d'éducation ont été obtenues par les pays à dépréciation moyenne de leur taux de change effectif nominal⁵¹, suivis de ceux à dépréciation faible puis ceux à dépréciation forte. Le constat n'est différent qu'en matière d'inflation : c'est bien entendu dans les pays à faible dépréciation qu'elle est la moins forte. Finalement la diversité des résultats est grande, aussi bien parmi les pays ACP que parmi les non-ACP.

Les auteurs font alors apparaître (chapitre 2) que l'ajustement a été "*informel, contrarié, myope et emprunté*". L'informalisation des économies était attendue par de nombreux spécialistes, face à l'importance du choc sur les revenus réels. L'ajustement a été contrarié par des chocs internes (événements politiques et désastres naturels⁵²) et externes (baisse des termes de l'échange, instabilité des grandes monnaies, baisse des transferts nets réels par tête). L'ajustement a été myope : l'accent a été mis de manière excessive sur le contrôle de la demande, plutôt que sur l'ajustement des prix relatifs et encore moins sur le redressement de la productivité. Les arbitrages budgétaires ont été souvent défavorables à la croissance à long terme⁵³, et l'usage de la dévaluation parfois excessif : cela la rend souvent contractionniste et inflationniste, et implique une chute importante des salaires réels, répercutée sur la productivité. Enfin l'ajustement a été "*emprunté*" aux experts internationaux, c'est-à-dire imposé par la contrainte financière sans que les autorités ne soient convaincues du bien-fondé des programmes, d'où une application parfois fictive ou incohérente. En conséquence, un nouveau type de conditionnalité est envisagé, centré sur les politiques et performances macroéconomiques observées dans leur globalité et cohérence, en tenant compte de l'évolution de l'environnement économique du pays, en lieu et place des critères

⁵⁰ Ce qui, combiné à une croissance démographique restée plus forte, implique un recul fréquent de la richesse par tête (-0,9 % par an dans les pays ACP retenus contre +0,2 % pour les non-ACP).

⁵¹ comprise entre 3 et 15 % par an.

⁵² Ceux-ci ont été appréhendés à travers une variable proxy, ‡ savoir l'instabilité de la production agricole.

⁵³ Les auteurs regrettent en particulier (p. 74 et suivantes) une dégradation de la production de biens publics (particulièrement l'éducation et la santé), ainsi que des retournements de la politique fiscale suite à la dégradation des recettes publiques (relèvement des droits de douane notamment).

financiers stricts (chapitre 3).

FIELDS G. S. (1983)

"Employment, Income Distribution, and Economic Growth in Seven Small Open Economies", Economic Journal, vol. 94, n° 373, p. 74-83

Sous ce titre, Fields analyse les relations entre croissance économique, emploi et distribution de revenu dans sept petites économies ouvertes, à savoir, les quatre NPI d'Asie du Sud-est et trois pays caribéens (la Jamaïque, la Barbade, Trinidad et Tobago), toutes caractérisées par une stratégie de développement fondée sur les exportations. L'examen de leurs situations économiques respectives permet à l'auteur de les scinder en deux groupes : ceux d'Asie où une croissance économique rapide a prévalu, accompagnée d'un haut niveau d'emploi, d'une réduction de la pauvreté absolue, d'une hausse modérée des salaires et d'une inégalité modérée, puis les autres où la croissance économique faible s'est accompagnée d'un taux de chômage élevé, avec des salaires réels de même qu'une inégalité tendant à décroître ou à croître, une pauvreté stagnant ou s'aggravant. Et l'objet de l'auteur est d'explicitier cette différence. En examinant à cet effet les politiques commerciales et salariales des deux groupes de pays, il note que les secondes constituent leurs points de divergence : en Asie du Sud-est, le niveau des salaires correspond à l'équilibre concurrentiel alors que dans les pays caribéens il est plutôt déterminé par les facteurs institutionnels (minimum réglementaire, action des syndicats, politique gouvernementale) et s'établit au dessus de l'équilibre concurrentiel. D'après Fields, c'est dans cette différence de politique salariale que résident les différences de performances en matière de croissance économique, d'emploi et de distribution. L'analyse de Fields suggère que pour réussir, une stratégie de développement orientée vers l'exportation doit s'appuyer sur une politique salariale libérale.

De cette façon, Fields perpétue la tradition libérale en soutenant implicitement que le laisser-aller laisser-faire conduit au plus grand bonheur possible, apportant ainsi sa contribution au néo-libéralisme triomphant des années 1980.

Son analyse comporte cependant des zones d'ombre. On les localise d'abord au niveau de l'arbitraire du choix des facteurs explicatifs des différences de performance observées entre les deux groupes de pays (politiques commerciales et salariales) ; elles se manifestent ensuite au plan de la rigueur de l'analyse qui n'est pas toujours convaincante : les conclusions ne résultent pas toujours de démonstrations clairement établies et le lecteur a souvent l'impression qu'elles sont préconçues. Par ailleurs, l'auteur pose implicitement que la politique salariale

est le seul déterminant (ou le facteur prépondérant) du succès d'une stratégie de développement orientée vers l'exportation, ce qui semble difficile à admettre... Enfin, il n'est pas sûr que le marché du travail dans les NPI asiatiques ait été vraiment "libre"⁵⁴.

VELLAS F. (1987)

"Les échanges sud-sud ", Economica, Paris, 114 p.

Les échanges internationaux s'inscrivent-ils toujours dans le cadre de la division internationale traditionnelle du travail ou au contraire cette dernière se modifie-t-elle au point que le commerce international puisse offrir une chance réelle de développement aux pays du sud ? C'est à ces interrogations qu'essaie de répondre l'ouvrage de François Vellas.

Ainsi l'auteur décrit d'abord les caractéristiques essentielles des échanges sud-sud en montrant que bien qu'encore faibles et marqués par une répartition géographique très inégalitaire de même qu'une hiérarchisation assez poussée où dominent les dragons, ces échanges s'accroissent rapidement et évoluent dans leur structure (part grandissante des produits manufacturés).

Puis s'interrogeant sur les fondements de cette évolution, l'auteur montre que si la théorie traditionnelle du commerce international peut s'appliquer en ce qui concerne les facteurs d'offre (avantages absolus, coûts comparatifs, dotations factorielles) et de demande, il reste cependant que les facteurs institutionnels (intégration régionale) jouent un rôle primordial dans la détermination de ces échanges.

Et l'auteur d'aborder, pour terminer, la régionalisation des échanges sud-sud. Il apparaît à travers l'examen de ceux-ci dans la région Amérique Latine et

⁵⁴ Fields dit ici simplement que si les syndicats négocient les salaires, ce n'est que dans le cas de Hong-Kong qu'ils le font librement ("free of government restraint", p. 81) ; ou encore que "Singapour connaît la croissance des salaires la plus faible du fait de la politique délibérée du gouvernement de maintenir les salaires à un faible niveau" (p. 79). Dans un article ultérieur, Fields, décrit en détail certains dispositifs de "répression" sur le marché du travail en vigueur dans les NPI d'Asie (définition de normes salariales strictes par l'État dans des conseils d'apparence tripartite, interdiction légale ou de fait des grèves, répression "musclée" des manifestations de travailleurs...), ce qui ne l'empêche pas de conclure, sans être convaincant, que le niveau des salaires est grosso modo le résultat de la confrontation de l'offre et de la demande, dans la mesure où la "répression" salariale n'a pas été suffisamment forte pour fixer les salaires *en dessous* du niveau d'équilibre, cf. Fields G., Henry Wan Jr (1989), "Wage Setting Institutions and Economic Growth", *World Development*, vol. 17, n° 9, 1471-1483.

Caraïbe, Afrique et Océan indien, Asie, que leur croissance est principalement due au commerce intra-régional.

En somme, pour François Vellas, avec l'émergence et l'extension progressive des échanges sud-sud, apparaît une nouvelle division internationale du travail où les PVD deviennent de plus en plus exportateurs de produits finis vers d'autres PVD et les pays industrialisés se spécialisent de plus en plus dans l'exportation de demi-produits vers les PVD (pays relais). De telle sorte que cette nouvelle division internationale du travail apparaît comme un facteur de progrès à la fois pour les PVD et les pays industrialisés. Ainsi les PVD peuvent mettre en œuvre une stratégie d'exportation et de développement axée sur l'utilisation du commerce sud-sud.

Dans cette proposition réside l'un des intérêts majeurs de l'ouvrage de Vellas. L'ouvrage mérite cependant d'être actualisé tant les données statistiques (se limitant pour la plupart aux années 1983 ou 1984) sur lesquelles repose l'analyse apparaissent aujourd'hui anciennes et ne permettent pas de juger de la permanence des faits que l'auteur mettait en évidence sur leur foi.

RENUCCI J. (1982)

"La Corse", Que sais-je, PUF, Paris, 127 p.

Monographie classique, l'ouvrage de J. Renucci est une tentative d'analyse de la situation et des tensions de la Corse d'aujourd'hui aux points de vue historique, socio-politique, économique, avec une préoccupation de fond : existe-t-il un ou des problèmes corses, et comment ce(s) problème(s) a (ont) évolué avec le temps ? Quelles en sont les rémanences ?

L'analyse révèle que s'il existait bien un problème corse au début du siècle traductible en terme de pauvreté, de dépeuplement, de retard technologique, celui-ci, quand bien même des difficultés économiques persistent, a pris une autre dimension qui réside dans la confrontation île-continent : menace contre l'originalité insulaire, dépendances et faible maîtrise locale des transformations. Alors, contestations, manifestations, plasticages..., apparaissent comme l'expression d'une affirmation de "l'identité régionale", du "droit à la différence" à l'existence à "part entière" dans la nation.

L'ouvrage comporte trois parties. Dans la première, l'auteur décrit comment au cours du temps s'est progressivement constitué le peuple au travers d'épreuves diverses (colonisations des grecs, carthaginois, romains, du Saint-Siège, des pisans, gênois, anglais, français ; réactions contre ces dominations...) en décrivant le

peuplement de l'île, les mouvements de population que l'île a connus et en essayant d'identifier le peuple par ses caractéristiques socio-psychologiques.

La deuxième partie analyse les difficultés que l'île a connues depuis le début du siècle, lesquelles sont marquées au plan économique principalement par le dépérissement des activités traditionnelles (agro-pastorales) et industrielles et qui vont se solder par le gonflement du secteur tertiaire ainsi que par la mise en place progressive d'une économie de rente reposant sur l'assistance de la France métropolitaine. Celle-ci prendra d'ailleurs conscience de la situation et mettra sur pied à partir de la fin des années 1950 un Plan d'Action Régional en faveur de l'île, fondé sur le rôle moteur du tourisme.

La troisième partie analyse les problèmes qui subsistent de même que leurs implications malgré les efforts accomplis et les résultats socio-économiques obtenus : développement inégal des différentes régions, fragilité persistante de l'économie, montée des contestations et revendications de tous ordres (autonomistes, indépendantistes, économiques...), actions violentes, etc.